

SANTÉ. Suites aux déclarations de l'ARS et des syndicats hospitaliers, le parti promet une rentrée tendue.

Le PCF local prêt à l'action pour sauver l'hôpital public



Les sections de Narbonne, Lézignan et Corbières Littoral prônent l'union.

Photo Christophe Barreau

Après les inquiétudes des syndicats hospitaliers FO, CGT et CFDT dans nos colonnes ces dernières semaines, et surtout après l'annonce des nombreux postes de spécialistes en carence par l'ARS (notre édition du mardi 7 août), ce sont les sections de Narbonne, Lézignan et des Corbières maritimes qui ont voulu communiquer leurs inquiétudes, et surtout leur résolution à agir.

■ Une ARS à la fois juge et partie

« Les Agences régionales de santé ont été créées par l'ancienne ministre Bachelot il y a 10 ans pour mettre en place des politiques d'austérité », lance Rémi Pénavaire. Aujourd'hui, il est indubitable qu'elles ont provoqué les dégâts qu'elles déplorent. Le service public hospitalier est en réel danger, l'ARS a pour réel dessein de le détruire méthodiquement. Et la méthode employée est la même que celle utilisée pour le service public ferroviaire :

lentement réduire la qualité pour justifier que le privé gagne sur le public. Et les dégâts sont considérables, tant pour les aides-soignantes que les infirmières, même les médecins sont soumis à des contraintes administratives et de rentabilité ».

« On va arrêter le politiquement correct ! »

En réaction à ce constat alarmant, les communistes pensent aux moyens à mettre en œuvre pour tenter de lutter contre cette politique. « Il y a une vingtaine d'années, nous avons réussi à sauver les urgences de Narbonne grâce à une grande mobilisation de tous les acteurs : associations, syndicats, partis politiques, etc. se souvient Jean-Pierre Maisterra. C'est cette convergence qu'il faut mettre en place dès que possible. Pourtant, on a l'impression que certains élus acceptent cette politique libérale. Le Grand

Narbonne semble avoir fait le choix de la santé privée, ils sont indifférents sur l'état de l'hôpital de Narbonne ».

Un constat alarmant, accentué par l'attitude du président Macron, comme l'explique Alain Visa : « Il y a un an, il déclarait que l'hôpital serait sa priorité. Et finalement, il le démantèle ! On est en train de perdre les acquis sociaux, il faut agir. Puisque les manifestations pacifiques n'ont apparemment aucun effet, on va arrêter le politiquement correct et bloquer l'économie. Si on ne le fait pas, il sera bientôt impossible de se soigner dans le public. Il ne faut pas en rester au stade des constats, et créer une union à la hauteur de l'enjeu ».

Face à ce qu'ils traduisent comme une politique de destruction massive, les responsables du parti communistes annoncent « une rentrée qui ne peut qu'être particulièrement chaude ».

Germain Cauffopé